

CONJONCTURE DE L'EMPLOI ET DU CHÔMAGE AU PREMIER TRIMESTRE 2010

L'EMPLOI SALARIÉ MARCHAND NON AGRICOLE SE REDRESSE

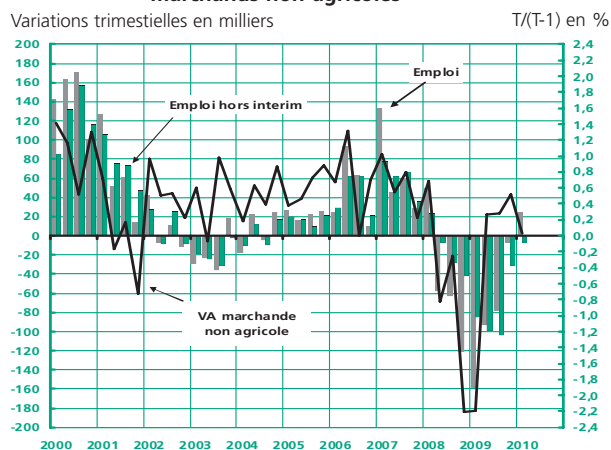
L'activité économique a nettement ralenti au 1^{er} trimestre 2010 (+0,1% en variation trimestrielle, après +0,6 % au trimestre précédent). Conséquence de la reprise initiée au 2^e trimestre 2009, l'emploi salarié dans le secteur marchand non agricole a augmenté au 1^{er} trimestre 2010 : 23 900 postes ont été créés, après une contraction de -7 300 postes au trimestre précédent. Dans le secteur tertiaire, les créations d'emplois se sont accentuées (+50 000 postes, après +33 800) en raison de la poursuite du redressement de l'emploi intérimaire et du rebond de l'emploi salarié dans le tertiaire hors intérim. Dans l'industrie, les destructions de postes se sont légèrement atténuées (-29 100 après -31 300), tandis que l'emploi s'est stabilisé dans le secteur de la construction après cinq trimestres de contraction (+3 000 postes, après -9 900). Dans le secteur non marchand, le nombre de bénéficiaires de contrats aidés a ralenti au 1^{er} trimestre 2010 (+15 000, après +29 000). Au total, la hausse de l'emploi dans l'ensemble de l'économie est estimée à +60 000 postes au 1^{er} trimestre, après +29 000 au trimestre précédent. D'après les estimations de l'Insee, le taux de chômage au sens du BIT pour la France métropolitaine s'est stabilisé à 9,5 % au 1^{er} trimestre. Le nombre de demandeurs d'emploi inscrits à Pôle Emploi toutes catégories confondues a continué à augmenter, à un rythme toutefois plus faible (+82 000, après +132 000 au 4^e trimestre 2009). Dans la zone euro, l'activité est restée modérée et le taux de chômage a continué d'augmenter pour s'établir à 9,9 % de la population active au 1^{er} trimestre 2010. Les disparités de conjoncture apparues sur la période récente entre les principaux pays de la zone ne se sont pas résorbées.

L'activité a ralenti en France au 1^{er} trimestre 2010

Au 1^{er} trimestre 2010, l'activité économique a nettement ralenti, avec une hausse du PIB limitée à +0,1 % en variation trimestrielle, après +0,6 % au trimestre précédent [1]. À l'issue du 1^{er} trimestre, l'« acquis de croissance » (1) du PIB pour l'année 2010 s'établit à +0,8 %.

(1) - C'est-à-dire la croissance en moyenne annuelle en 2010 que l'on observerait si l'activité se maintenait, d'ici la fin de l'année, à son niveau du 1^{er} trimestre 2010.

Graphique 1 • **Emploi salarié et valeur ajoutée des secteurs marchands non-agricoles**



Emploi sur l'échelle de gauche et valeur ajoutée marchande non-agricole sur l'échelle de droite.

Sources : Dares, Insee.

La production manufacturière a marqué le pas (+0,6 %, après +1,7 % au 4^e trimestre), malgré la vigueur persistante de la production d'automobiles (+3,5 %, après +4,6 %). Un rebond très marqué de la production d'énergie a en revanche permis à la production de biens de rester sur une tendance soutenue au 1^{er} trimestre 2010 (+1,0% en variation trimestrielle, après +1,2 %). De son côté, la production de services principalement marchands a décéléré (+0,2%, après +0,7 %) et le recul de la production dans la construction s'est poursuivi à un rythme rapide (-2,1 %, après -1,8 %).

L'activité au 1^{er} trimestre a pâti de la stagnation de la consommation des ménages (+0,0%, après +1,0 % au 4^e trimestre 2009). La baisse de l'investissement des ménages s'est poursuivie de manière ralentie (-0,6 %, après -1,4 %) de même que celle de l'investissement des entreprises (-1,0 %, après -1,2 %). L'activité a en revanche bénéficié d'un vif rebond des exportations et d'une décélération des importations, si bien que les échanges extérieurs ont contribué positive-

ment à la croissance (+0,4 point, après -0,6 point). Enfin, les entreprises ont repris l'ajustement en baisse de leurs stocks, ce qui a légèrement pesé sur l'activité (contribution de -0,2 point, après +0,6 point au 4^e trimestre 2009).

L'emploi salarié des secteurs marchands non agricoles a augmenté au 1^{er} trimestre 2010

D'après les estimations d'emploi publiées par l'Insee et la Dares [2], l'emploi salarié marchand non agricole (SMNA) a augmenté de +23 900 postes au 1^{er} trimestre 2010, après avoir baissé de -7 300 postes au trimestre précédent. Il s'agit de la première hausse depuis le 1^{er} trimestre 2008. Du 1^{er} trimestre 2009 au 1^{er} trimestre 2010, l'emploi SMNA s'est contracté de -154 700 postes, soit -1,0 % (graphique 1, tableau 1).

L'emploi salarié du secteur tertiaire principalement marchand incluant l'intérim (2) a accentué

(2) - Par convention, l'emploi intérimaire est rattaché aux activités de services administratifs et de soutien.

Tableau 1 • L'emploi salarié des secteurs concurrentiels

En milliers/cvs

	2010		2009				2010				2009 T1	2010 T1
	T1	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	Croissance T/(T-4)*	%	
	Niveau	Variation trimestrielle										
Secteurs marchands non agricole (1).....	15 875	-158	-93	-78	-7	24					-2,4	-1,0
dont : Industrie	3 317	-44	-45	-48	-31	-29					-3,2	-4,4
Construction	1 439	-10	-13	-14	-10	3					-0,6	-2,3
Tertiaire	11 120	-104	-34	-17	34	50					-2,4	0,3
dont : intérim.....	524	-74	7	25	24	30					-35,0	19,5
Autres (2)	10 179	20	2	37	36	36					0,5	1,1
dont : non-marchand aidé (3).....	256	10	-11	30	29	15					-17,3	32,2
non-marchand privé (4)	1 873	9	6	13	9	4					2,3	1,7
Emploi total	26 054	-138	-91	-41	29	60					-1,3	-0,2
dont : emploi salarié des secteurs concurrentiels (1)+(4)	17 748	-150	-87	-65	1	28					-2,0	-0,7

(1) Secteurs principalement marchands non agricoles.

(2) Salariés de l'agriculture, salariés et emplois non aidés de l'administration, de l'éducation, de la santé et de l'action sociale, emplois aidés des secteurs principalement non marchands, non salariés de tous les secteurs.

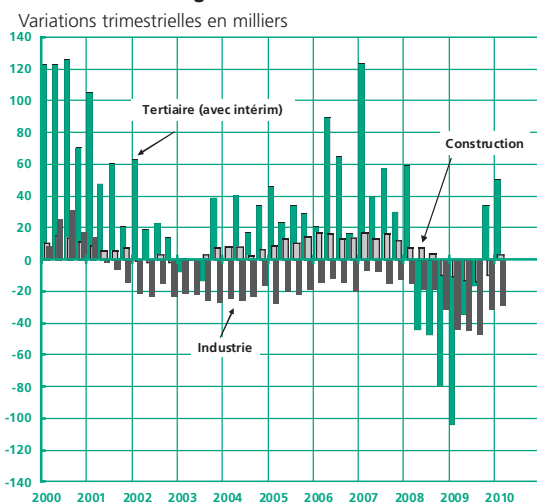
(3) Contrats d'Accompagnement dans l'Emploi (CAE) et Contrats d'Avenir (CA), Contrats Emploi Solidarité (CES), Contrats Emploi Consolidé (CEC), emplois jeunes, Contrat Unique d'Insertion (CUI).

(4) Emploi salarié dans les entreprises et les associations privées des secteurs principalement non marchands (OQ : administration publique, enseignement, santé humaine et action sociale (hors emploi public)).

(*) : Glissement annuel au dernier trimestre connu de l'année (variation entre le 1^{er} trimestre 2009 et le 1^{er} trimestre 2010)

Sources : Dares, Insee, Pôle Emploi.

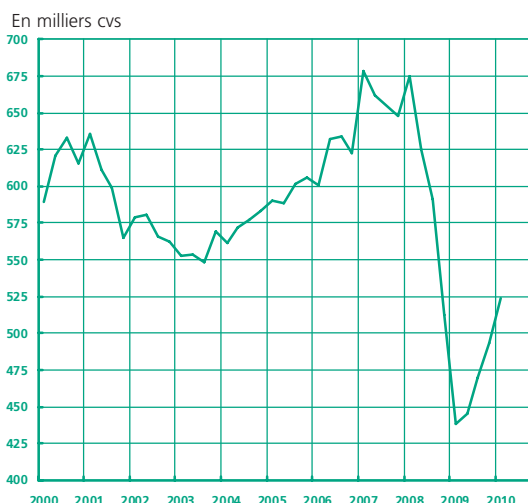
Graphique 2 • Emploi salarié des secteurs marchands non agricoles



L'intérim est inclus dans les services et non pas ventilé dans les secteurs utilisateurs.

Sources : Dares, Insee.

Graphique 3 • Emploi intérimaire



Sources : Dares, Insee, Pôle Emploi (Déclaration des agences d'intérim).

Tableau 2 • Évolutions des salaires de base, du salaire moyen par tête et des prix à la consommation

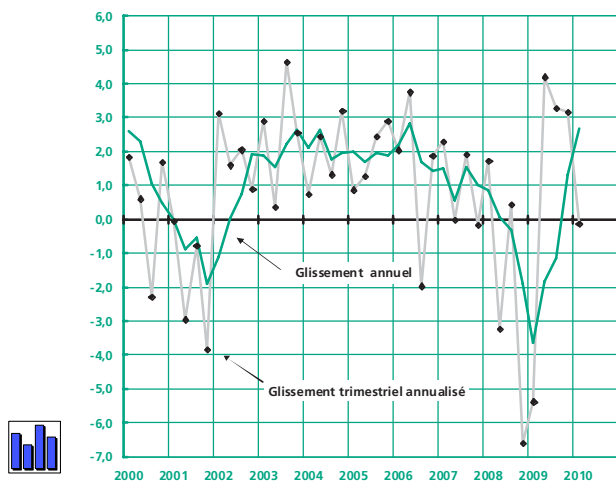
	2009				2010				2009 T1	2010 T1
	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	Croissance T/(T-4)*	
	Variations trimestrielles en %								en %	
Salaire horaire de base ouvrier (SHBO) (1).....	0,8	0,4	0,5	0,2	0,8				2,9	2,0
Salaire Mensuel de base ouvrier (SMBO) (1)	0,8	0,4	0,5	0,2	0,8				2,9	1,9
Salaire mensuel de base (SMB) (1)	0,8	0,4	0,5	0,2	0,7				2,7	1,8
Salaire moyen par tête (SMPT) (2).....	-0,4	0,7	0,6	0,7	0,7				1,1	2,8
Prix à la consommation (3).....	0,2	0,4	-0,2	0,5	0,8				0,3	1,6

(1) : Données brutes, fin de trimestre, entreprises de plus de 10 salariés du secteur principalement marchand non agricole. (2) : Données CVS, moyenne trimestrielle, secteur principalement marchand non agricole. (3) : Glissement trimestriel de l'indice des prix à la consommation y compris tabac pour l'ensemble des ménages (mesuré sur le dernier mois du trimestre). (*) : Glissement annuel au dernier trimestre connu de l'année (variation entre le 1^{er} trimestre 2009 et le 1^{er} trimestre 2010).

Sources : Dares, Insee.

Graphique 4 • Productivité par tête

(T/T-4) en % ; (T/T-1)x4 en %



Champ : secteurs principalement marchands non agricoles.

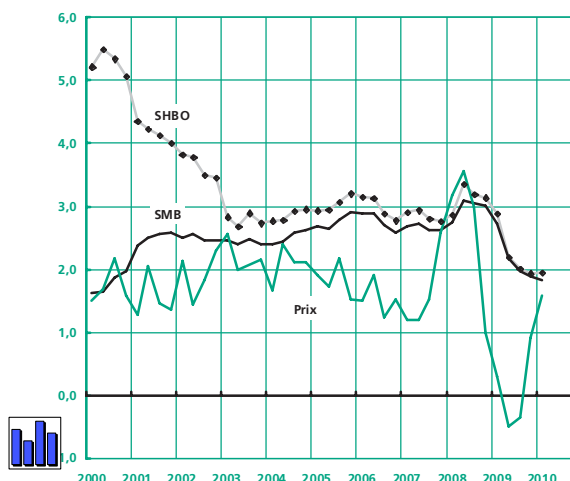
Sources : Dares, Insee.

sa reprise initiée au 4^e trimestre 2009 : +50 000 postes ont été créés, après +33 800 au trimestre précédent (graphique 2). Ce redressement s'explique par la poursuite des créations d'emploi dans l'intérim (+30 400 postes, après +23 500 au trimestre précédent) et par la poursuite du rebond de l'emploi dans le tertiaire hors intérim ([3] et graphique 3). En particulier, le nombre de créations de poste a augmenté dans les secteurs du commerce-réparation d'automobiles et de motos (+9 500 postes, après +800) et de l'hébergement-restauration (+12 300 postes, après +8 300). L'emploi salarié dans l'industrie hors intérim a continué de se contracter, de façon presque aussi marquée qu'au trimestre précédent : -29 100 postes ont été détruits ce trimestre, après -31 300 au 4^e trimestre 2009. Les destructions d'emploi dans la construction ont cessé : +3 000 postes ont été créés au 1^{er} trimestre 2010, après une perte de -9 900 postes au trimestre précédent.

Le nombre de bénéficiaires de contrats aidés dans le secteur non marchand (administration publique, enseignement, santé humaine et action sociale) a ralenti au 1^{er} trimestre 2010 (+15 000 postes, contre +29 000 au trimestre précédent). En parallèle, les secteurs non marchands ont continué à créer des emplois de droit privé, contribuant positivement à l'emploi total : +4 000

Graphique 5 • Salaires de base nominaux et indice des prix à la consommation

T/T-4 en %



Le glissement annuel des prix est calculé en rapportant le dernier mois du trimestre T au dernier mois du trimestre (T-4), comme dans le tableau 2.

Sources : Dares, Insee.

postes au 1^{er} trimestre 2010, après +8 500 postes au trimestre précédent.

Au total, on estime que l'emploi dans l'ensemble de l'économie a augmenté de +60 000 postes au 1^{er} trimestre 2010, en accélération par rapport au quatrième trimestre 2009 (+30 000 postes). Sur un an, entre mars 2009 et mars 2010, les destructions d'emploi se seraient limitées à -43 300 postes, soit une baisse de -0,2 %, alors que la perte d'emploi total un an auparavant s'était élevée à -352 000 postes (-1,3 %).

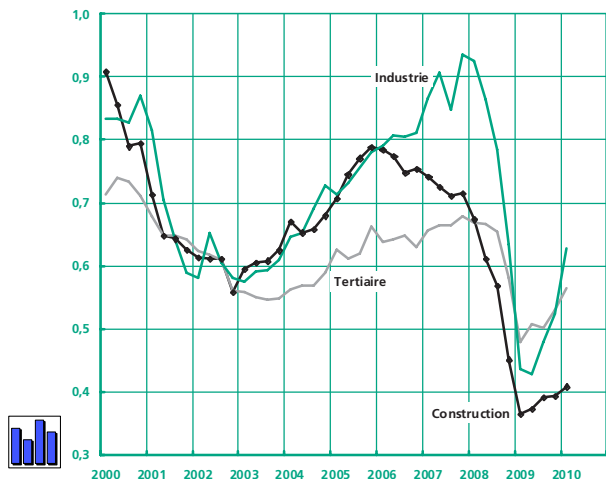
Le ralentissement des salaires de base en euros constants s'est poursuivi au 1^{er} trimestre 2010

Dans les secteurs marchands non agricoles, la productivité par tête est restée stable au 1^{er} trimestre 2010, la hausse de l'activité ayant été du même ordre que celle de l'emploi salarié (graphique 4). Sur les trois derniers trimestres de 2009, la productivité par tête avait en revanche fortement augmenté sous l'effet de la reprise de l'activité et de la poursuite du repli de l'emploi salarié. Par rapport au 1^{er} trimestre 2009, la productivité par tête a progressé de +2,7 %.

Au 1^{er} trimestre 2010, le salaire mensuel de base (SMB) et le salaire horaire de base des ouvriers (SHBO) en euros courants ont progressé de res-

Graphique 6 • **Tensions sur le marché du travail**

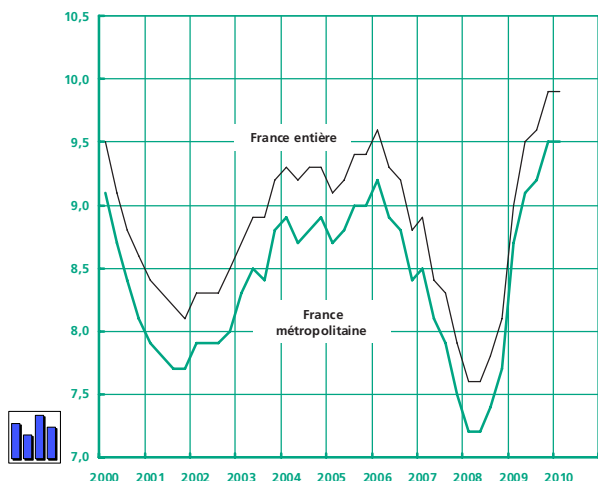
Ratio : offres d'emploi enregistrées sur demandes d'emploi enregistrées (cvs)



Les intitulés recouvrent des familles professionnelles et non des secteurs d'activité.
Sources : Pôle Emploi, Dares.

Graphique 7 • **Taux de chômage au sens du BIT en France**

En % de la population active de 15 ans et plus, en moyenne trimestrielle

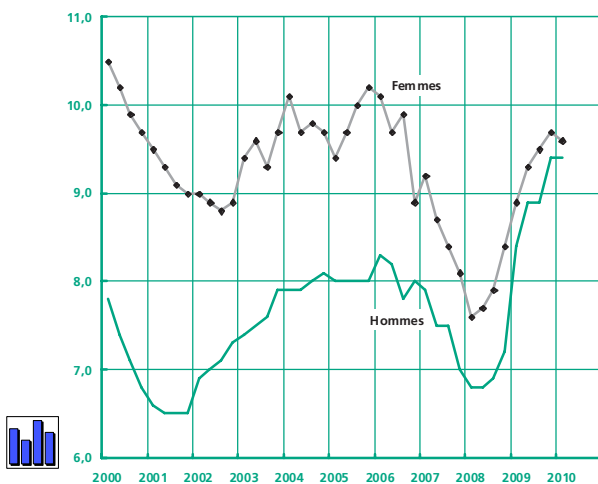


Estimation à +/- 0,4 point près du taux de chômage ; estimation à +/- 0,3 point de l'évolution du taux de chômage d'un trimestre à l'autre.

Source : Insee.

Graphique 8 • **Taux de chômage au sens du BIT par sexe**

En %



Champ : France métropolitaine.

Source : Insee.

pectivement +0,7 % et +0,8 % en données brutes, après +0,2 % au trimestre précédent. Sur un an la progression du SMB s'est limitée à +1,8 % et celle du SHBO à +2,0 %, contre une hausse de respectivement +2,7 % et +2,9 % au même trimestre de l'année précédente. Ce ralentissement s'explique par la forte dégradation du marché du travail et le repli de l'inflation en 2009 (cf. tableau 2 et graphique 5). De son côté, le Smic a été revalorisé de +0,5 % au 1^{er} janvier 2010, conformément à l'avancement du calendrier annuel de revalorisation, après une hausse de +1,3 % au 1^{er} juillet 2009.

De leur côté, les prix à la consommation ont augmenté de +0,8 % au 1^{er} trimestre 2010 et de +1,6 % entre mars 2009 et mars 2010. Le redressement de l'inflation depuis l'été 2009 est le reflet du rebond des prix pétroliers et des « effets de base » liés à la forte diminution du prix du pétrole fin 2008. En conséquence, les salaires de base mesurés en euros constants (3) ont à nouveau ralenti au 1^{er} trimestre 2010 (-0,1 % pour le SMB, après -0,3 % au 4^e trimestre). Sur un an, la progression du SMB et du SHBO en euros constants s'est limitée à respectivement +0,3 % et +0,4 %, après respectivement +2,4 % pour le SMB et +2,6 % pour le SHBO, un an auparavant.

Le salaire moyen par tête (SMPT) dans le secteur marchand non agricole, qui intègre notamment des éléments de primes et de structure de la main-d'œuvre, a progressé quant à lui de +0,7 % au 1^{er} trimestre 2010, comme au trimestre précédent. De mars 2009 à mars 2010, le SMPT a progressé de +2,8 %, contre une hausse de +1,1 % un an auparavant. En termes réels, la progression du SMPT s'est élevée à +1,4 % en glissement annuel (4) au 1^{er} trimestre, contre +0,4 % un an auparavant.

Reflet d'une conjoncture plus favorable, les indicateurs de tension ont poursuivi leur redressement entamé au 2^e trimestre 2009 dans les métiers du tertiaire et les métiers industriels, et de manière plus graduelle dans les métiers de la construction. La hausse des indicateurs de tension a été particulièrement marquée dans les métiers industriels ce trimestre. Les indicateurs de tension restent toutefois en-deçà de leur moyenne de longue période (graphique 6).

Le nombre de bénéficiaires d'emplois aidés a continué de progresser au 1^{er} trimestre

Au 1^{er} trimestre 2010, le nombre de bénéficiaires de contrats aidés ou de stages de formation a augmenté pour le troisième trimestre consécutif : +17 000, après +48 000 au 4^e trimestre 2009 en données corrigées des variations saisonnières (tableau 3). Cette hausse est essentiellement

(3) - On mesure la variation en valeur réelle des salaires en déflatant les salaires nominaux par l'indice des prix à la consommation des ménages (« salaires en euros constants » ou « salaires réels »). Les salaires de base étant évalués au dernier mois du trimestre, on compare leur glissement annuel avec l'indice national des prix à la consommation du même mois (IPC) en glissement annuel (ici, l'IPC de mars 2010 est rapporté à l'IPC de mars 2009).

(4) - Le SMPT étant évalué en moyenne sur le trimestre, on compare son évolution à la variation de l'IPC entre le 1^{er} trimestre 2009 et le 1^{er} trimestre 2010, en moyenne trimestrielle, soit +1,3 % sur un an.

Tableau 3 • Entrées et effectifs de bénéficiaires des dispositifs spécifiques de politique de l'emploi

France métropolitaine, données en fin de trimestre	2009				2010				2009	2010
	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4		
Entrées	Entrées du trimestre en milliers								Flux T/(T-4) en %	
Données brutes, Milliers et %										
Emplois aidés dans le secteur marchand (1)	147	99	173	313	171				-1,5	16,9
dont : Abaissement de coûts salariaux	24	24	34	52	53				3,1	120,0
Contrat initiative emploi	14	15	27	44	0					
Soutien à l'Emploi des Jeunes en Entreprise	0	0	0	0	0					
Contrat Unique d'Insertion marchand	0	0	0	0	49					
Formations en alternance	81	29	95	220	75				-25,3	-7,1
Contrat d'apprentissage (2)	53	15	64	152	51					
Contrat de professionnalisation	28	14	31	68	25					
Aide aux chômeurs créateurs d'entreprise (3)	35	39	36	33	36				1,6	5,7
Emplois aidés dans le secteur non marchand	72	76	106	105	87				3,9	21,7
dont : Contrat Emploi Jeunes	0	0	0	0	0					
Contrat d'Avenir	23	21	32	22	0					
Contrat d'Accompagnement dans l'Emploi	48	55	74	83	0					
Contrat Unique d'Insertion non marchand	0	0	0	0	87					
Formation des demandeurs d'emplois	164	164	165	167	162				20,7	-1,2
Ensemble (3)	383	339	444	584	421				1,0	10,0

Effectifs de bénéficiaires	2010T1	Variations trimestrielles des stocks					Stock T/(T-4) en %			
		Stock								
Emplois aidés dans le secteur marchand (1)	1 009	-35	-24	-9	22	1			-9,8	-0,9
dont : Abaissement de coûts salariaux	192	-22	-19	-10	12	14			-32,3	-1,5
Contrat initiative emploi	61	-1	0	11	25	-21				
Soutien à l'Emploi des Jeunes en Entreprise	0	-16	-13	-15	-10	-4				
Contrat Unique d'Insertion marchand	45	0	0	0	0	45				
Formations en alternance	591	-17	-10	-6	7	-16			-2,6	-4,1
Contrat d'apprentissage (2)	405	-2	1	-1	6	-4				
Contrat de professionnalisation	186	-15	-11	-5	1	-12				
Aide aux chômeurs créateurs d'entreprise (3)	154	3	5	9	5	3			4,0	16,9
Emplois aidés dans le secteur non marchand	256	10	-11	30	29	15			-17,3	32,2
dont : Contrat Emploi Jeune	1	-1	-1	-1	-1	0				
Contrat d'Avenir	49	3	-19	8	-2	-19				
Contrat d'Accompagnement dans l'Emploi	123	7	9	22	32	-49				
Contrat Unique d'Insertion non marchand	83	0	0	0	0	83				
Formation des demandeurs d'emplois	235	0	0	3	-3	1			-1,0	2,5
Ensemble (3)	1 500	-26	-34	24	48	17			-9,6	4,1

(1) Y compris insertion par l'économique et aide à la création d'emplois et d'activité. (2) Les chiffres de l'apprentissage pour les entrées désignent les contrats reçus par les DDTEFP après enregistrement des Chambres Consulaires ; les stocks sont estimés. (3) Tous les flux d'entrées correspondent à des embauches en nouveaux contrats ou reconduction des contrats existants ; les stocks sont estimés.

Les corrections des variations saisonnières sont le fruit d'une première estimation, susceptible de révision dans les publications ultérieures.

(*) : Glissement annuel au dernier trimestre connu de l'année (variation entre le 1^{er} trimestre 2009 et le 1^{er} trimestre 2010).

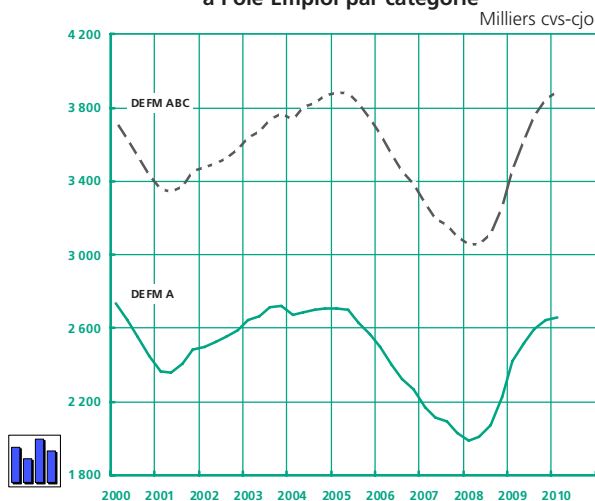
imputable au secteur non marchand. Si le nombre de nouveaux contrats uniques d'insertion non marchands signés (CUI-CAE) est en baisse par rapport aux entrées en contrats d'accompagnement dans l'emploi (CAE) et en contrats d'avenir (CAV) du 4^e trimestre, il est resté très supérieur au nombre des sorties de ces contrats. Dans le secteur marchand, l'emploi aidé est resté stable, essentiellement grâce au dynamisme des entrées en contrats uniques d'insertion marchands (CUI-CIE) ; les sorties de contrats « soutien à l'emploi des jeunes en entreprises » (SEJE), dispositif abrogé au 1^{er} janvier 2008, ont à l'inverse continué de peser négativement sur le nombre de bénéficiaires, mais plus faiblement qu'au 4^e trimestre. Parallèlement, les entrées en contrats en alternance ont été moins dynamiques qu'au 1^{er} trimestre 2010.

Dans le secteur non marchand, le nombre de bénéficiaires d'emplois aidés a poursuivi sa

hausse au 1^{er} trimestre 2010 mais à un rythme moins soutenu que le trimestre précédent (+15 000, après +29 000) ; il a atteint 256 000 en fin de trimestre. Le nombre de salariés en CUI-CAE, contrat se substituant au CAE et au CAV, a crû régulièrement au cours du 1^{er} trimestre 2010, atteignant 83 000 en fin de trimestre. Les entrées en CUI-CAE (29 000 en moyenne par mois) ont plus que compensé les sorties de CAE et de CAV, elles-mêmes en baisse par rapport au trimestre précédent (22 000 sorties mensuelles en moyenne, contre 24 000 au 4^e trimestre 2009). Ces entrées ont été néanmoins moins nombreuses que les entrées cumulées de CAE et de CAV du 4^e trimestre 2009, trimestre relativement dynamique (35 000 entrées par mois en moyenne). Les sorties de CUI-CAE sont restées limitées compte tenu du caractère très récent de ce dispositif.

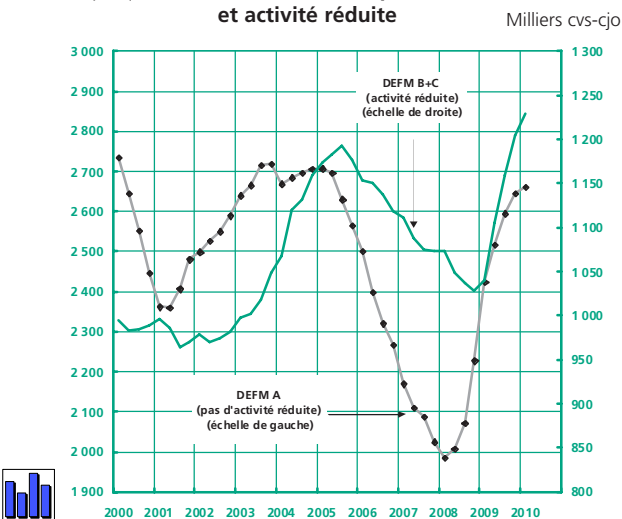
Source : Dares, ASP, Pôle Emploi, Ministère de l'Éducation Nationale, Ministère de l'Intérieur (emploi jeunes).

Graphique 9 • Demandeurs d'emploi inscrits à Pôle Emploi par catégorie



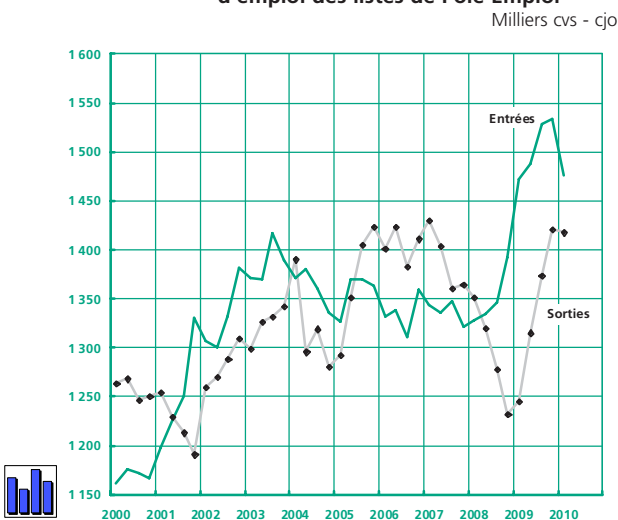
Champ : France métropolitaine.
Source : Dares, Pôle Emploi.

Graphique 10 • Demandes d'emploi et activité réduite



Champ : France métropolitaine.
Source : Dares, Pôle Emploi.

Graphique 11 • Entrées et sorties des demandeurs d'emploi des listes de Pôle Emploi



Champ : DEF M ABC France métropolitaine.
Sources : Dares, Pôle Emploi.

Dans le secteur marchand, le nombre d'emplois aidés s'est stabilisé au 1^{er} trimestre 2010, après avoir crû le trimestre précédent (+22 000), alors qu'il était en baisse depuis près de deux ans. Les dernières sorties de contrats « soutien à l'emploi des jeunes en entreprises » (SEJE) représentent une baisse du nombre de bénéficiaires de -4 000 sur le trimestre. Les entrées en apprentissage et en contrat de professionnalisation ont été relativement peu dynamiques, au-delà du caractère traditionnellement saisonnier des contrats en alternance. Le nombre de contrats d'apprentissage signés au 1^{er} trimestre 2010 a été légèrement inférieur à celui observé un an auparavant : 51 000, contre 53 000 au 1^{er} trimestre 2009. Le nombre d'apprentis a ainsi diminué et s'est établi à 405 000 à la fin du 1^{er} trimestre 2010 en données corrigées des variations saisonnières (415 000 en données brutes). Les entrées en contrats de professionnalisation réalisées au 1^{er} trimestre 2010 (25 000) ont été en baisse par rapport à celles enregistrées à la même période en 2009 (28 000). Le nombre de salariés en contrat de professionnalisation a ainsi diminué, atteignant 186 000 à la fin du 1^{er} trimestre en données corrigées des variations saisonnières (192 000 en données brutes). Le rythme d'embauches sous le nouveau CUI-CIE a en revanche été soutenu au 1^{er} trimestre 2010 : 49 000 nouveaux contrats, soit un rythme comparable à celui des embauches cumulées en CIE et en CI-RMA du 4^e trimestre 2009, contrats auxquels il se substitue. Le nombre d'entrées dans ce nouveau dispositif étant bien supérieur à celui des sorties cumulées de CIE (anciens et nouveaux) et de CI-RMA (8 000 par mois en moyenne au cours du trimestre), le nombre de bénéficiaires d'un contrat aidé du secteur marchand hors mesures jeunes a augmenté au cours du 1^{er} trimestre 2010 (+20 000).

Stabilisation du taux de chômage au sens du BIT au 1^{er} trimestre 2010

Au 1^{er} trimestre 2010, selon les données provisoires issues de l'enquête Emploi de l'Insee publiées le 3 juin 2010, le taux de chômage au sens du BIT s'est établi à 9,5 % de la population active en France métropolitaine (2,7 millions de personnes) et à 9,9 % en incluant les DOM. Il est resté stable par rapport au trimestre précédent, interrompant la hausse entamée au 3^e trimestre 2008 qui a représenté une augmentation de +2,3 points depuis le 2^e trimestre 2008, en France métropolitaine comme en France entière (graphique 7).

Le taux de chômage des femmes s'est replié à 9,6 % de la population active au 1^{er} trimestre 2010, niveau proche de celui des hommes à 9,4 % (graphique 8). Depuis le début de la crise, la hausse du taux de chômage des hommes a été plus forte que celle des femmes (+2,6 points depuis le 2^e trimestre 2008 pour les hommes,

Tableau 4 • Taux de chômage au sens du BIT en France métropolitaine

Moyennes trimestrielles en % (données cvs)	2009				2010				2009 T1	2010 T1
	T1	T2	T3	T4	T1 (p)	T2	T3	T4	T(T-4) en points de % *	
Hommes	8,4	8,9	8,9	9,4	9,4				1,6	1,0
Moins de 25 ans	24,0	25,0	24,1	25,3	23,7				7,1	-0,3
25-49 ans.....	7,1	7,6	7,7	8,2	8,4				1,1	1,3
50 ans ou plus	5,6	5,7	6,1	6,4	6,4				0,8	0,8
Femmes	8,9	9,3	9,5	9,7	9,6				1,3	0,7
Moins de 25 ans	21,0	22,3	23,4	22,9	22,3				2,5	1,3
25-49 ans.....	8,5	8,7	8,9	9,1	8,9				1,3	0,4
50 ans ou plus	5,8	6,2	6,2	6,7	6,9				1,1	1,1
Ensemble	8,7	9,1	9,2	9,5	9,5				1,5	0,8
Moins de 25 ans	22,7	23,8	23,8	24,2	23,0				5,1	0,3
25-49 ans.....	7,7	8,1	8,3	8,6	8,6				1,1	0,9
50 ans ou plus	5,7	5,9	6,1	6,5	6,6				0,9	0,9
	Niveau 2010T1	Variation trimestrielle en milliers							Croissance T(T-4) en %	
Nombre de chômeurs BIT	2 703	267	127	21	106	4			22,1	10,6

(p) : résultats provisoires.

Champ : France métropolitaine, population des ménages, personnes de 15 ans ou plus.

Estimation à +/- 0,4 point près du taux de chômage.

Estimation à +/- 0,3 point près de l'évolution du taux de chômage d'un trimestre à l'autre.(*) : Glissement annuel au dernier trimestre connu de l'année (variation entre le 1^{er} trimestre 2009 et le 1^{er} trimestre 2010).

Source : Insee, enquête Emploi.

Tableau 5 • Demandeurs d'emploi inscrits à Pôle Emploi par catégorie et selon l'ancienneté sur les listes de Pôle Emploi

Données en fin de trimestre	2010	2009				2010				2009 T1	2010 T1
	T1	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T(T-4) % *	
Milliers / cvs - cjo	Niveau	Variations trimestrielles en milliers									
Ensemble des DE	4 461	225	189	166	132	82				12,4	14,6
DE catégories ABC	3 891	208	159	133	94	42				13,2	12,3
DE catégorie A	2 661	196	93	79	49	16				22,1	9,8
DE exerçant une activité réduite :	1 230	12	66	54	45	26				-3,1	18,3
dont : courte (DE catégorie B)	518	13	14	16	7	1				6,3	7,9
longue (DE catégorie C)	712	-1	52	37	38	25				-9,9	27,2
DE catégorie D.....	260	14	18	9	8	25				12,6	30,0
DE catégorie E.....	310	3	12	25	31	16				1,0	36,4
Pour mémoire : DEFM 1 (**).	2 560	189	96	80	53	6				23,8	10,1
Dispensés de recherche d'emploi indemnisés (***)	314	-10	-11	-2	-4	-10				-9,2	-8,2
Demandeurs d'emploi de longue durée de catégories ABC (DELD)											
1 à 2 ans d'ancienneté.....	803	37	44	56	70	68				10,8	42,1
2 à 3 ans d'ancienneté.....	263	9	11	14	16	19				-1,7	29,2
Plus de 3 ans d'ancienneté.....	308	5	4	3	9	15				-1,1	11,3
Ensemble des DELD	1 374	52	59	73	95	103				4,9	31,4

Voir [6] pour la définition des catégories de DE et leur correspondance avec l'ancienne nomenclature (catégories 1 à 8).

Les données sont arrondies au millier. Champ : France métropolitaine.

(*) Glissement annuel au dernier trimestre connu de l'année (variation entre le 1^{er} trimestre 2009 et le 1^{er} trimestre 2010).

(**) Conformément au rapport du CNIS « Emploi, chômage et précarité » [7], l'analyse développée dans cette publication privilégie d'autres catégories de demandeurs d'emploi que l'ancienne catégorie 1.

(***) Données brutes.

Sources : Dares, Pôle Emploi, Unédic.

contre +2,0 points pour les femmes). Après avoir beaucoup augmenté, le taux de chômage des moins de 25 ans a reculé au 1^{er} trimestre 2010, de -1,6 point pour les jeunes hommes (23,7 %) et de -0,6 point pour jeunes femmes (22,3 %) (tableau 4). En moyenne sur le 1^{er} trimestre 2010, 1,6 million de personnes étaient en situation de sous-emploi (5), soit 6,1 % des personnes ayant un emploi. Le sous-emploi a fortement augmenté par rapport au trimestre précédent, à la fois pour les hommes (taux de sous-emploi de 3,8 %, contre 3,1 %) et pour les femmes (9,0 %, contre 8,5 %), surtout en raison de la hausse du temps partiel subi. Le chômage technique ou partiel a concerné 219 000 personnes en moyenne au 1^{er} trimestre 2010 (0,9 % du nombre de personnes en emploi) [5].

Au 1^{er} trimestre 2010, la hausse du nombre de demandeurs d'emploi inscrits à Pôle Emploi a encore ralenti

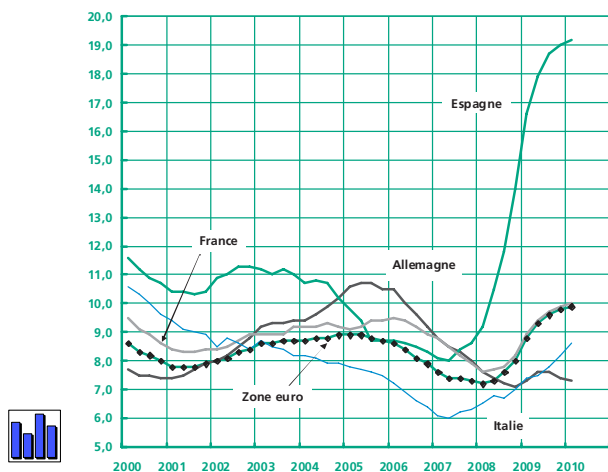
À la fin du 1^{er} trimestre 2010, 4 461 000 personnes étaient inscrites à Pôle emploi en France métropolitaine, toutes catégories confondues (A, B, C, D et E), en augmentation de +82 000 par rapport à la fin du 4^e trimestre 2009 (tableau 5 et [6]).

La hausse du nombre de demandeurs d'emploi tenus d'accomplir des actes positifs de recherche d'emploi (catégories A, B et C : graphique 9) s'est poursuivie au 1^{er} trimestre 2010 (+42 000) mais à un rythme deux fois plus faible qu'au trimestre précédent (+94 000). La hausse du nombre de demandeurs d'emploi n'ayant exercé aucune activité réduite au cours du mois (catégorie A) s'est

(5) - Le sous-emploi recouvre les personnes qui ont un emploi à temps partiel, qui souhaitent travailler plus d'heures sur une semaine donnée, et qui sont disponibles pour le faire, qu'elles recherchent un emploi ou non. Sont également incluses dans le sous-emploi les autres personnes ayant involontairement travaillé moins que d'habitude (chômage technique ou partiel).

Tableau 12 • Taux de chômage en zone euro

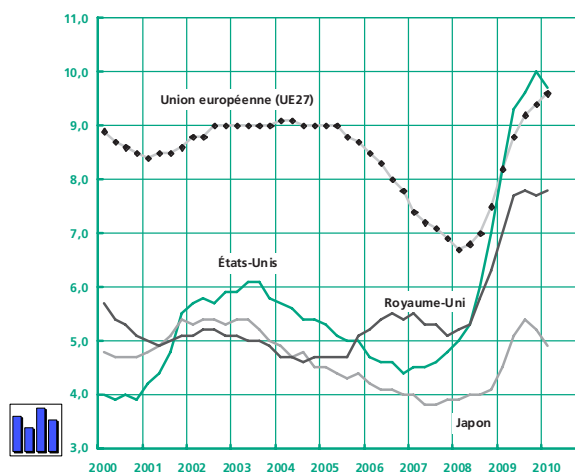
En %, en fin de trimestre



Source : Eurostat. Taux de chômage au sens du BIT, personnes entre 15 et 74 ans. Pour la France, comprend France métropolitaine et DOM.

Graphique 13 • Taux de chômage dans le monde

En %, en fin de trimestre



Source : Eurostat. Taux de chômage au sens du BIT, personnes entre 15 et 74 ans.

fortement atténuée: +16 000 au 1^{er} trimestre 2010, après +49 000 au trimestre précédent. Le nombre de demandeurs d'emploi en activité réduite (catégories B et C) a lui aussi ralenti, dans une moindre mesure: +26 000 inscrits ce trimestre, après +45 000 au 4^e trimestre 2009 (graphique 10). Ces chiffres portent la hausse du nombre des demandeurs d'emploi en glissement annuel à +238 000 (+9,8%) pour la catégorie A, après +438 000 entre le 1^{er} trimestre 2008 et le 1^{er} trimestre 2009 (soit +22,1 %). Le nombre de demandeurs d'emploi inscrits sur les listes de Pôle Emploi dans les catégories A, B, C dépasse désormais le point haut atteint en mai 2005.

Le ralentissement du nombre de demandeurs d'emploi de catégories A, B et C en France métropolitaine au 1^{er} trimestre 2010 s'explique principalement par la réduction des entrées (1 476 000 entrées, 58 000 de moins qu'au quatrième trimestre 2009), alors que le nombre des sorties des listes (6) de Pôle emploi est resté stable (1 418 000 sorties, 2 800 de moins qu'au trimestre précédent) (graphique 11). Cependant, l'augmentation du nombre de demandeurs d'emploi de longue durée de catégories A, B, C (demandeurs d'emploi inscrits depuis plus d'un an), initiée mi-2008, s'est encore accentuée au 1^{er} trimestre 2010: +103 000 inscrits, après +95 000 au trimestre précédent.

La réduction des entrées de demandeurs d'emploi en catégories A, B et C s'explique par la poursuite de la baisse des entrées pour « licenciement économique » (-18 700), pour « fin de CDD » (-17 500) et pour « autres licenciements » (-10 400). Les entrées pour ruptures conventionnelles de CDI, fins d'activité non salariées ou motifs non renseignés, bien qu'en légère baisse ce trimestre (-10 700, après +61 000 au trimestre précédent), sont restées inhabituellement élevées. Les entrées suite à une « fin de mission d'intérim » ont légèrement baissé (-3 000), tandis que les entrées pour « reprise d'activité » sont restées

quasiment stables (-900). Seules les « premières entrées sur le marché du travail » ont continué à augmenter, à un rythme néanmoins plus faible (+3 700). De leur côté, les sorties pour « reprises d'emploi déclarées » ont diminué (-9 600 au cours du 1^{er} trimestre 2010), tandis que les sorties pour « radiation administrative » et « cessation d'inscription pour défaut d'actualisation » ont augmenté de respectivement +8 700 et +4 100.

Au 1^{er} trimestre, l'activité dans la zone euro est restée sur un rythme de croissance modeste

D'après les estimations d'Eurostat, l'activité a progressé de +0,2 % dans la zone euro au 1^{er} trimestre 2010, après avoir presque stagné au trimestre précédent [8]. L'activité a bénéficié d'une accélération des exportations et d'un moindre ajustement des stocks des entreprises, mais elle a en revanche pâti de la faiblesse de la demande interne dans les principaux pays de la zone.

Ainsi, l'activité a été soutenue par la progression du PIB en Italie (+0,5% en glissement trimestriel) mais a été limitée par la hausse modérée de l'activité en Allemagne (+0,2%), en Espagne et en France (respectivement +0,1 % en glissement trimestriel). Ces chiffres portent la hausse de l'activité à +0,6 % en glissement annuel pour la zone euro, les disparités de croissance entre les pays apparues sur la période récente n'ayant pas été résorbées: +1,5 % et +1,2 % sur un an respectivement en Allemagne et en France, contre +0,6 % en Italie et -1,3 % en Espagne.

Du côté du marché du travail, les estimations d'Eurostat font état d'une poursuite de la hausse du taux de chômage dans la zone euro: il s'élèverait ainsi à 9,9 % de la population active au 1^{er} trimestre 2010, en hausse de +0,1 point par rapport au trimestre précédent (graphique 12).

(6) - Les flux d'entrée et de sortie sont analysés sur l'ensemble des catégories A, B et C. Sur ce champ, la variation du nombre de demandeurs d'emploi est égale au solde des entrées et des sorties plus un résidu qui provient essentiellement d'un décalage d'enregistrement de certains flux dans les remontées statistiques mensuelles et de l'enregistrement particulier des demandeurs d'emploi changeant d'unité locale de Pôle emploi peu après leur inscription.

Cette évolution reflète des tendances très contrastées au sein de la zone euro, avec une baisse du chômage en Allemagne, une hausse très ralentie du chômage en France et en Espagne, et une augmentation plus marquée en Italie.

Aux États-Unis, l'activité s'est maintenue à un rythme soutenu, la croissance s'élevant à +0,8 % en rythme trimestriel, après +1,4 % au trimestre précédent. Ces chiffres résultent d'un net renforcement de la consommation des ménages, de la poursuite de la reprise vigoureuse de l'investissement en équipement des entreprises et, dans une moindre mesure, de la reconstitution des stocks de celles-ci. Dans ce contexte, le taux de chô-

mage a baissé, s'établissant à 9,7 %, contre 10,0 % en moyenne au 4^e trimestre 2009, passant sous le niveau de chômage de la zone euro (graphique 13).

Enfin, au Japon, la reprise s'est poursuivie à un rythme vigoureux au 1^{er} trimestre (+1,2 %). L'accélération de l'activité tient à la vigueur des exportations nippones ainsi qu'à la poursuite de la hausse de l'investissement des entreprises. Le taux de chômage japonais a à nouveau reculé, passant de 5,2 % de la population active au 4^e trimestre à 4,9 % au 1^{er} trimestre 2010.

Dares

*Cette synthèse conjoncturelle a été réalisée à la Dares par une équipe animée par Philippe Briard et Claire Goarant et composée de : Jérôme Domens, Yves Dubois, Nathalie Dubreu, Julien Loquet, Véronique Rémy et Xavier Viney.

Pour en savoir plus

[1] Insee [2010], « Début 2010, le PIB ralentit (+0,1 %, après +0,6 %), tandis que le pouvoir d'achat des ménages demeure étale (-0,1 %, après 0,0 %) », *Informations Rapides* n°166, juin.

[2] Insee, Dares [2010] « Emploi salarié – Résultats du premier trimestre 2010 », *Informations Rapides* n°152, juin.

[3] Dares (Domens, J.) [2010] « L'emploi intérimaire au premier trimestre 2010 : l'intérim poursuit sa remontée », *Dares indicateurs*, n°40, juin.

[4] Dares (Dubreu, N.) [2010] « Activité et conditions d'emploi de la main d'œuvre au 1^{er} trimestre 2010 - Résultats définitifs » *Dares indicateur*, n°035, juin.

[5] Insee [2010], « Chômage au sens du Bureau international du travail (BIT) et indicateurs sur le marché du travail - Résultats de l'enquête Emploi au premier trimestre 2010 », *Informations Rapides* n°150, juin.

[6] Dares [2010] « Demandeurs d'emploi inscrits et offres collectées par Pôle Emploi en mai 2010 », *Dares Indicateurs*, n°037, juin.

[7] Cnis [2008], « Emploi, chômage et précarité – Mieux mesurer pour mieux débattre et mieux agir », *Rapport du groupe de travail sur la définition d'indicateurs en matière d'emploi, de chômage, de sous-emploi et de précarité de l'emploi* présidé par J.-B. de Foucauld.

[8] Eurostat [2010] « Le taux de chômage à 10,0 % dans la zone euro », *Euro-indicateurs*, communiqué de presse n°97/2010, juillet.

[9] Eurostat [2010] « Le PIB de la zone euro stable et celui de l'UE27 en hausse de 0,2 % », *Euro-indicateurs*, communiqué de presse n°81/2010, juin.

DARES ANALYSES et DARES INDICATEURS sont édités par le Ministère de l'économie, de l'industrie et de l'emploi et le Ministère du travail, de la solidarité et de la fonction publique
Direction de l'animation de la recherche, des études et des statistiques (DARES), 39-43, quai André Citroën, 75902 Paris Cedex 15.
www.travail.gouv.fr (Rubrique Études, Recherche, Statistique de la DARES)

Directeur de la publication : Antoine Magnier.

Téléphone Publications : 01.44.38.22.(60 ou 61) / Télécopie : 01.44.38.24.43 / Réponse à la demande : dares.communication@travail.gouv.fr

Rédactrice en chef : Alice Guerber-Cahuzac. Secrétariat de rédaction : Evelyn Ferreira et Francine Tabaton.

Maquettistes : Guy Barbut, Thierry Duret, Bruno Pezzali.

Conception graphique : Ministère de l'économie, de l'industrie et de l'emploi et Ministère du travail, de la solidarité et de la fonction publique.

Impression : Ateliers Modernes d'Impression, 19, rue Latérale, 92404 Courbevoie.

Abonnements : dares.communication@travail.gouv.fr

Dépôt légal : à parution. Numéro de commission paritaire : 3124 AD. ISSN 1253-1545.

